

TRADUIRE LES PROMESSES EN ACTIONS :

L'ÉGALITÉ DE SEXES DANS LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 le dit explicitement : il ne peut y avoir de développement durable sans égalité des sexes. *Traduire les promesses en actions : L'égalité des sexes dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, un rapport de suivi couvrant le monde entier et préparé par ONU-Femmes pose la question suivante: **Quels sont les résultats concrets de ce nouveau consensus pour les femmes et les filles ? Et que faut-il faire pour combler le fossé qui subsiste entre la rhétorique et la réalité ?**

De nouvelles analyses de données dans le rapport* mettent en lumière une discrimination sexiste présente dans la totalité des 17 ODD. L'examen de chaque objectif montre que les inégalités entre les sexes – qui sont profondément ancrées et répandues dans tous les pays – sont omniprésentes dans chacun des aspects du développement durable, sans exception. **Véase el resumen de cada uno de los objetivos más adelante.**

En se servant de microdonnées, le rapport montre comment, à travers les pays, les femmes et les filles victimes de multiples formes de discrimination conjuguées sont souvent laissées pour compte et marginalisées.

Non seulement ces groupes de femmes et de filles ne peuvent accéder à l'éducation et à la santé, mais elles ne bénéficient pas non plus d'autres sources clés de bien-être, notamment d'un accès à l'eau potable, à des combustibles et à un logement. **Voir un résumé des études de cas ci-dessous.**

Relever ces défis nécessite des progrès spectaculaires dans les statistiques, le financement et les politiques liées à l'égalité des sexes.

LA NÉCESSITÉ D'AGIR

Le rapport identifie quatre principaux domaines d'action :

1. Exploiter les synergies entre les politiques menées : les demandes en matière de mise en œuvre sont énormes – il y a 17 objectifs, chacun d'entre eux revêtant une dimension importante d'égalité des sexes. Il est essentiel de mettre en œuvre des approches intégrées aux fins de l'exploitation de ces synergies.
2. Améliorer les données sexospécifiques, les statistiques et l'analyse afin de suivre efficacement les progrès concernant les femmes et les filles concernant tous les objectifs et toutes les cibles.

3. Donner la priorité aux investissements, aux politiques et aux programmes sensibles au genre afin d'aligner les mesures à prendre sur les principes, les valeurs et les aspirations du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
4. Renforcer la responsabilisation en mettant en œuvre l'égalité des droits et en ayant recours aux organismes sensibles au genre afin de garantir une approche intégrée de la mise en œuvre, du suivi et de l'examen, l'égalité des genres y occupant une place centrale.

Voir le résumé de Focus sur les politiques ci-dessous.

* Remarque: Les données présentées ici proviennent de bases globales et ne reflètent pas forcément les mises à jour au niveau national. De plus, les données pourraient différer des chiffres nationaux à cause des procès d'harmonisation visant à établir des critères internationaux comparables.

FICHE D'INFORMATION - NIVEAU MONDIAL

La discrimination basée sur le genre - profondément ancrée et présente dans tous les pays - menace de compromettre le potentiel de transformation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de manière concrète et mesurable :

1 PAS DE PAUVRETÉ

Au niveau mondial, les femmes et les filles sont surreprésentées parmi les populations les plus pauvres : 330 millions d'entre elles vivent avec moins de 1,90 dollar US par jour, soit 4,4 millions de plus que les hommes.

2 FAIM ZÉRO

Dans près de deux tiers des pays, il est plus probable que les femmes fassent état d'une insécurité alimentaire que les hommes.

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

Au niveau mondial, 303 000 femmes sont mortes de complications liées à l'accouchement en 2015. Le taux de décès diminue beaucoup trop lentement pour envisager d'atteindre la cible 3.1.

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

15 millions de filles en âge de fréquenter l'école primaire n'auront jamais l'occasion d'apprendre à lire et à écrire dans une institution primaire, par rapport à 10 millions de garçons.

5 ÉGALITÉ DE GENRE

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 promet de mettre fin aux obstacles qui empêchent les femmes et les filles de réaliser leur plein potentiel. Mais des défis importants se présentent :

5.1 Dans 18 pays, les hommes peuvent légalement empêcher leurs épouses de travailler ; dans 39 pays, les filles et les fils n'ont pas les mêmes droits de succession ; et 49 autres ne disposent pas de lois protégeant les femmes contre la violence domestique.

5.2 Parmi les femmes et les filles âgées de moins de 50 ans, une sur cinq a déclaré avoir subi des violences physiques/sexuelles de la part d'un partenaire intime au cours des 12 mois précédents.

5.3 Au niveau mondial, 750 millions de femmes et de filles ont été mariées avant l'âge de 18 ans et au moins 200 millions de femmes et de filles dans 30 pays ont subi des mutilations génitales féminines.

5.4 Le volume de soins et de travaux domestiques non rémunérés accompli par les femmes représente 2,6 fois celui des hommes.

5.5 Jusqu'en septembre 2017, les femmes occupaient seulement 23,7 % des sièges parlementaires, soit une augmentation de 10 points de pourcentage par rapport à l'année 2000 - mais ce chiffre reste encore bien en deçà de la parité.

5.6 En se basant sur les données de 45 pays, principalement ceux de l'Afrique subsaharienne, on constate que seulement 52 % des femmes âgées de 15 à 49 ans mariées ou en union prennent des décisions libres concernant leur relations sexuelles, l'utilisation de contraceptifs et leur santé.

5.a Au niveau mondial, les femmes ne détiennent que 13 % des terres agricoles.

5.b Les avantages de l'Internet et de la technologie sont nettement plus accessibles aux hommes qu'aux femmes, ce qui marginalise les femmes en termes d'accès à l'Internet et à un téléphone mobile. Par rapport aux hommes, il est moins probable que les femmes possèdent un téléphone mobile, et leur utilisation de l'Internet est de 5,9 points de pourcentage inférieurs à celui des hommes.

5.c Plus de 100 pays ont pris des mesures pour contrôler les affectations des lignes budgétaires dédiées à l'égalité des genres.

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

Les femmes et les filles sont chargées de l'approvisionnement en eau dans 80 % des foyers dépourvus d'eau courante.

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE

La pollution de l'air causée par les combustibles utilisés comme source d'énergie domestique a provoqué le décès de 4,3 millions de personnes en 2012, les femmes et les filles représentant soixante pour cent de ces décès.

8 EMPLOI DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Au niveau mondial, la part des femmes les plus aptes à travailler (celles âgées de 25 à 54 ans) parmi la population active est de 63 %, par rapport à 94 % chez les hommes. Les écarts de rémunération globale en défaveur des femmes s'élèvent à 23 %.

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURES

Les femmes représentent 28,8 du nombre total des chercheurs dans le monde. Seulement un pays sur cinq a atteint la parité entre les sexes dans ce domaine.

10 INÉGALITÉS RÉDUITES

Jusqu'à 30 % de l'inégalité des revenus est due à l'inégalité au sein des ménages, notamment celle qui prévaut entre les femmes et les hommes. La probabilité que les femmes vivent en dessous de 50 % du revenu médian est également plus forte que chez les hommes.

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

La population mondiale s'urbanise de plus en plus, avec les opportunités et les risques que cela comporte pour les femmes et les filles : plus de 50 % des femmes des zones urbaines dans les pays en développement vivent dans des conditions dans lesquelles elles ne disposent pas d'un accès à au moins l'un des éléments suivants : l'eau potable, des installations sanitaires améliorées, un logement durable et un espace de vie suffisant.

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

Les investissements dans les transports publics représentent de grands avantages pour les femmes, qui ont tendance à recourir davantage aux transports publics que les hommes.

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le changement climatique a un impact disproportionné sur les femmes et les enfants, qui sont 14 fois plus susceptibles que les hommes de mourir lors d'une catastrophe.

14 VIE AQUATIQUE

La contamination des écosystèmes d'eau douce et marins a un impact négatif sur les moyens de subsistance des femmes et des hommes, sur leur santé et sur la santé de leurs enfants.

15 VIE TERRESTRE

Entre 2010 et 2015, le monde a perdu 3,3 millions d'hectares de zones forestières. Les femmes pauvres vivant les zones rurales dépendent des ressources communes et sont particulièrement touchées par l'épuisement de ces ressources.

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

Lorsque les conflits surviennent, les taux d'homicides et d'autres formes de crimes violents augmentent considérablement. Si les hommes sont plus susceptibles d'être tués sur le champ de bataille, les femmes sont soumises de manière disproportionnée à la violence sexuelle et enlevées, torturées et forcées de quitter leur foyer.

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

En 2012, le volume des fonds qui sont sortis des pays en développement représentait 2,5 fois celui des fonds qu'ils ont reçus sous forme d'aide, et les affectations en faveur de l'égalité des sexes ont été dérisoires par rapport à ceux-ci.

NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ (ÉTUDES DE CAS)

Ne laisser personne de côté signifie que les avantages du développement durable touchent tout le monde. Actuellement, dans tous les pays, ce sont les femmes et les filles victimes de formes de discrimination multiples et conjuguées qui sont souvent les plus marginalisées.

- Aux **États-Unis**, la proportion de femmes noires et d'autochtones américaines/d'Alaska de plus de 50 ans vivant dans des ménages à faible revenu est de plus de 10 points de pourcentage supérieure à la moyenne des femmes dans leur ensemble.
- Au **Nigeria**, la probabilité que les femmes rurales à faible revenu appartenant à l'ethnie des Haoussas soient mariées avant l'âge de 18 ans est huit fois plus élevée que celle des femmes urbaines à revenu élevé appartenant à l'ethnie des Yorubas.
- Au **Pakistán**, la probabilité que les femmes et les filles panjabi rurales les plus pauvres n'aient aucun accès à des combustibles propres est presque 200 fois plus élevée que chez les femmes et les filles urbaines ourdoues aisées.
- **En Colombie**, la probabilité que les femmes indigènes des régions rurales les plus pauvres ne bénéficient pas de soins obstétricaux est 300 fois plus élevée que pour celles qui ne s'identifient à aucun groupe ethnique et vivent dans les ménages urbains aisés.

FOCUS SUR LES POLITIQUES

Exploiter les synergies entre les politiques

Les investissements dans des programmes de services éducatifs et de garde à l'enfance (SEGE) accessibles, abordables et de qualité peuvent contribuer à atteindre plusieurs objectifs relativement aux femmes et aux enfants et les cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en réduisant notamment le temps que les femmes consacrent aux soins non rémunérés à leurs proches pour que ces soins soient prodigués par des tiers (Cible 5.4), ce qui permettrait d'accroître leur chance de trouver un emploi (Cible 8.5) et de faire des études (Cible 4.2).

La nécessité de disposer de données liées au genre au niveau mondial

Des lacunes dans les données liées au genre et l'absence de données concernant les tendances compliquent l'évaluation, le suivi et le rythme des progrès concernant les femmes et les filles. À peine 26 % des données nécessaires au suivi des indicateurs sexospécifiques au niveau mondial sont disponibles. Tant que le genre ne sera pas intégré dans les stratégies des statistiques nationales, la pénurie des données dans ce domaine persistera.

Établir les priorités en matière d'investissements, de politiques et de programmes tenant compte de l'égalité des sexes

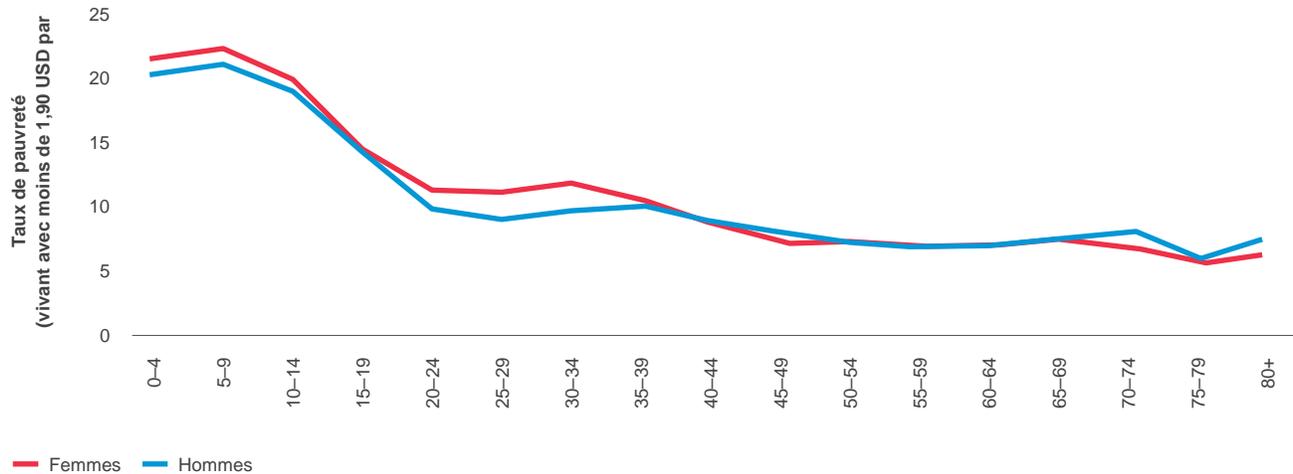
L'établissement de priorités en matière d'investissements sensibles au genre est payant. Il est estimé qu'en **Afrique du Sud**, par exemple, un investissement brut annuel de 3,2 % du PIB en SEGE permettrait non seulement de couvrir tous les enfants de moins de 5 ans, mais créerait également 2,3 millions de nouveaux emplois, tout en augmentant l'emploi des femmes dans une proportion de 10,1 %.

ANNEXE

Remarque : les exemples ci-dessous sont une sélection d'exemples au niveau mondial. Il est possible que des données relatives à des pays particuliers soient disponibles ; si celles-ci vous intéressent, veuillez vous mettre en rapport avec nous à gender.data@unwomen.org en insérant "Rapport ODD" dans la ligne de l'objet de votre courriel.

1 PAS DE PAUVRETÉ

Proportion de personnes vivant dans une pauvreté extrême^a, selon le sexe et l'âge, 2009-2013^b



Source : Calculs de la Banque mondiale à partir de la base de microdonnées mondiale de 2017.

Remarques :

a - Disposant de moins de 1,90 dollar par jour.

b - Les données sont les plus récentes dont on dispose par rapport à la période spécifiée pour 89 pays en développement.

2 FAIM ZÉRO

Prévalence de l'insécurité alimentaire en Europe et en Amérique du Nord, 2014-2015

Groupements régionaux pour les ODD	pourcentage des femmes en situation d'insécurité alimentaire	pourcentage des hommes en situation d'insécurité alimentaire	Différence (f-h)
Australie et Nouvelle-Zélande	8,2	10,9	-2,7
Asie de l'Est et Asie du Sud-Est	8,4	8,7	-0,3
Afrique subsaharienne	56,7	56,1	0,6
Europe et Amérique du Nord	9,0	8,0	1,0
Afrique du Nord et Asie occidentale	28,8	26,8	2

Amérique latine et Caraïbes	30,8	28,0	2,8
Asie centrale et Asie du Sud	28,2	24,5	3,7
Monde	23,9	22,4	1,5

Source : Calculs d'ONU Femmes basés sur les données provenant de l'enquête 2014-15 sur l'Échelle de l'expérience d'insécurité alimentaire (FIES) de la FAO

Remarques: Le FIES mesure le pourcentage de personnes dans la population nationale qui ont connu l'insécurité alimentaire à des niveaux modérés ou sévères au cours de la période de référence de douze mois. L'analyse est basée sur les données recueillies par la FAO dans 141 pays dans le cadre du projet "Voices of the Hungry" (La voix de ceux qui ont faim). FAO, 2017.

5 ÉGALITÉ DE GENRE

Taux de pénétration de l'Internet par sexe et par région, 2017

Groupements régionaux pour les ODD	Les internautes de sexe féminin en pourcentage par rapport à la population féminine totale 2017	Les internautes de sexe masculin en pourcentage par rapport à la population masculine totale 2017
Australie et Nouvelle-Zélande	53,7	56,9
Asie centrale et Asie du Sud	41,5	44,6
Asie de l'Est et Asie du Sud-Est	27,8	42,0
Europe et Amérique du Nord	75,2	82,0
Amérique latine et Caraïbes	66,7	65,2
Afrique du Nord et Asie occidentale	55,3	59,5
Océanie (hors Australie et Nouvelle-Zélande)	53,7	56,7
Afrique subsaharienne	18,4	24,6
Monde	44,7	50,6

Source : UIT (Union internationale des télécommunications). 2017. Faits et chiffres sur les TIC pour 2017. Genève : UIT.

Remarque : le taux de pénétration d'Internet désigne le nombre d'hommes et de femmes utilisant Internet, exprimé en pourcentage de la population totale masculine et féminine.

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

Proportion de femmes et de filles âgées de 15 à 49 ans vivant dans des taudis, 2003-2016

Pays	Ensemble des quatre critères	Trois des quatre critères (pas de sources d'eau améliorées, pas d'installations sanitaires améliorées, entassement, manque de logements)	Au moins un des critères	Année de l'enquête
Albanie	0	0,03	24,61	2008-2009
Angola	1,44	3,67	59,4	2011
Arménie	0	0,19	31,14	2010
Azerbaïdjan	0,62	4,07	84,25	2006
Bangladesh	0,14	3,97	60,75	2014
Bénin	2,16	10,4	71,34	2011
Bolivie (État plurinational de)	0,58	3,08	52,36	2008
Burkina Faso	0,46	3,13	50,18	2010
Burundi	0,34	2,3	49,48	2012
Cambodge	N/D	3,78	61,34	2014
Cameroun	0,81	4,18	47,53	2011
Tchad	5,31	24,78	84,99	2014-2015
Colombie	0,05	0,32	16,29	2015
Comores	0,69	7,04	72,56	2012
Congo	0,36	4,08	70,24	2011-2012
Côte d'Ivoire	0,2	2,41	64,23	2011-2012
République démocratique du Congo	4,5	15,48	81,02	2013-2014
République dominicaine	0	0,21	24,65	2013
Éthiopie	2,55	23,21	80,88	2011
Gabon	0,33	2,08	54,6	2012
Ghana	0,11	0,94	53,86	2014
Guinée	0,28	1,07	52,97	2012

Guyana	0	0,25	41,77	2009
Haïti	0,58	4,09	63,8	2012
Honduras	0,29	4,23	63,1	2011-2012
Inde	0,44	5,38	68,21	2005
Indonésie	0,34	2,46	46,99	2012
Jordanie	0	0	42,6	2012
Kenya	2,14	4,46	52,86	2015
République kirghize	0	0,3	40,8	2012
Lesotho	0,17	1,28	40,02	2014
Liberia	1,59	8,18	75,86	2013
Madagascar	7,05	17,85	83,78	2013
Malawi	0,03	1,2	43,3	2015-2016
Maldives	0	0	48,79	2009
Mali	0,69	4,27	57,21	2012
Moldova	0	0,3	27,8	2005
Maroc	0,06	0,07	22,18	2003-2004
Mozambique	3,9	12,84	65,38	2011
Namibie	0,55	5,09	50,18	2013
Népal	0,49	5,15	61	2016
Niger	0,44	9,04	66,48	2012
Nigeria	1,22	4,94	62,26	2013
Pakistan	0,1	1,47	69,49	2012-2013
Philippines	0,32	1,82	52,76	2013
Rwanda	0,68	5,29	56,31	2010
São Tomé-et-Principe	0,44	18,63	87,15	2008-2009
Sénégal	0,39	2,88	46,8	2015
Sierra Leone	0,89	4,66	68,84	2013
Swaziland	0,31	1,23	47,04	2006-2007
Tadjikistan	0	1,46	61,48	2012
Timor-Leste	1,8	6,68	52,59	2009-2010
Togo	0,24	1,98	58,84	2013-2014
Ouganda	3,38	6,93	65,94	2011
Ukraine	0	0,16	30,84	2007

République-Unie de Tanzanie	2,1	11,97	71,93	2010
Viet Nam	0,41	0,97	39,34	2005
Yémen	0,06	2,06	61,02	2013
Zambie	1,4	5,94	63,51	2013
Zimbabwe	0,05	0,31	36,2	2015

Sources : Calculs d'ONU Femmes basés sur des microdonnées provenant d'enquêtes démographiques et de santé (EDS) dans 60 pays en développement, dernière année disponible.

Remarque : L'indicateur 11.1.1 des ODD classe les "ménages habitant un taudis" comme les ménages qui répondent à au moins l'un des cinq critères qui sont énumérés : i) manque d'accès à des sources d'eau améliorées, ii) manque d'accès à des installations sanitaires améliorées, iii) surface habitable insuffisante, iv) manque de durabilité de l'habitation et v) manque de sécurité d'occupation. Les critères ci-dessus utilisent la définition internationale de "ménages vivant dans des taudis", ainsi que convenu par ONU-Habitat, la DSNU et Villes des Nations Unies. Cependant, dans la pratique, la méthodologie servant à mesurer la sécurité d'occupation n'est pas utilisée, et le statut de taudis est évalué en prenant en compte les quatre premiers critères seulement. Un échantillon de femmes et de filles âgées de 15 à 49 ans a été utilisé pour tous les pays sauf pour le Viet Nam, où il est basé sur des données de femmes âgées de 18 à 49 ans.

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

Proportion de la population urbaine vivant dans des taudis (pour cent)

Région	2014	2000
Australie et Nouvelle-Zélande	0,03	0,03
Asie centrale et Asie du Sud	31,89	46,05
Asie de l'Est et Asie du Sud-Est	27,55	38,23
Pays en développement sans littoral	59,00	67,11
Amérique latine et Caraïbes	21,26	29,31
Pays les moins avancés	62,16	77,97
Amérique du Nord et Europe	0,10	0,10
Océanie (hors Australie et Nouvelle-Zélande)	24,15	24,19
Afrique subsaharienne	55,99	65,04
Asie occidentale et Afrique du Nord	22,06	23,11
Monde	22,77	28,42

Source : ONU-Habitat, 2017.